

LES DÉPLACÉS DE BOKO HARAM

## Venir en aide malgré le silence médiatique

5 novembre 2016 | Alice Mariette - *Collaboration spéciale* | Actualités en société



Photo: Édouard Kaldapa

Des femmes et des enfants dans le camp de réfugiés de Aïssa-Hardé, au Cameroun

Ce texte fait partie d'un cahier spécial.

**Dans l'Extrême-Nord du Cameroun, l'organisme de bienfaisance L'Oeuvre Léger offre depuis six mois une aide humanitaire d'urgence aux déplacés internes du groupe terroriste Boko Haram. Un aspect du conflit peu médiatisé, alors que des milliers de**

**Camerounais souffrent de malnutrition et n'ont accès ni à des soins de santé ni à de l'eau potable.**

« Les 31 500 personnes à qui le projet vient en aide sont victimes de violation grave des droits de la personne, en vertu du droit humanitaire international », lance d'emblée Chanèle Boulet-Gauthier, coordonnatrice de l'action humanitaire à L'Oeuvre Léger et responsable du projet. En partenariat avec une ONG locale, le Comité diocésain de développement (CDD) — Caritas du Cameroun, et avec le soutien d'Affaires mondiales Canada, ce projet vise à aider les déplacés dans la région de l'Extrême-Nord ainsi que les membres des communautés hôtes. « Le projet vient casser le cycle de vulnérabilité de ces personnes », présente la coordonnatrice, précisant que dans cette région, la plus pauvre du pays, les déplacements de population provoquent des situations particulièrement difficiles.

« Notre région, qui était paisible, s'est retrouvée aux prises, à partir de 2013, avec le conflit imposé par le groupe terroriste Boko Haram », raconte Édouard Kaldapa, chargé de la mise en oeuvre de l'aide humanitaire d'urgence de L'Oeuvre Léger. Il est sur place, à Maroua, la capitale de l'Extrême-Nord, pour coordonner le projet. Celui qui connaît parfaitement la région explique que celle-ci a accueilli dans un premier temps plusieurs milliers de réfugiés nigériens, dont la prise en charge a été assurée par l'Agence des Nations unies pour les réfugiés HCR. « Ensuite, la situation s'est encore dégradée, avec l'attaque des villages dans le pays, ce qui a provoqué le déplacement des populations camerounaises qui ont fui les zones de conflit », précise-t-il. Ces personnes déplacées, n'étant pas considérées comme des réfugiés, ne bénéficiaient d'aucune prise en charge. « [Les déplacés] ont tout quitté, certains ont vu leur maison brûler, d'autres leurs biens emportés par des membres de Boko Haram. Ils se sont retrouvés dans le dénuement total », note le coordonnateur.

## **Une crise passée sous silence**

« Malheureusement, le soutien et l'attention du public dans ce genre de crise sont peu importants, comparativement à d'autres », pense Mme Boulet-Gauthier. Elle déplore que les médias, notamment québécois et canadiens, ne relaient que très peu la situation dans l'Extrême-Nord du Cameroun, une situation qu'elle ne s'explique pas. « Chaque jour, il y a des attaques sur des postes militaires ou dans des villages, mais qui ne sont relayés par aucun média », affirme M. Kaldapa, dénonçant du même souffle que certains journalistes de Maroua ne se sont jamais déplacés sur le terrain.

Les deux partenaires ne savent pas comment justifier ce manque de médiatisation, mais notent que la zone, particulièrement enclavée, est difficile d'accès, et que la violence de la crise peut décourager la venue de journalistes sur place. « Il est vrai que quand nous allons visiter le CDD, nous ne pouvons pas aller dans l'Extrême-Nord, car c'est trop dangereux, donc nous nous retrouvons à Yaoundé [capitale du Cameroun, au sud du pays] », explique Mme Boulet-Gauthier. Elle ajoute, par ailleurs, que les grands acteurs internationaux, l'ONU en tête, doivent faire confiance aux acteurs nationaux, car ceux-ci ont un meilleur accès aux zones dangereuses.

« Nous avons des relais locaux, des personnes bénévoles sur le terrain, qui nous renseignent avant tout déplacement », explique M. Kaldapa. L'Oeuvre Léger a aidé le CDD à mettre en place une politique de gestion de sécurité, pour protéger l'équipe lors des interventions. « Je pense que si les journalistes acceptent de partager certains risques, ils peuvent venir sur place, assure le coordonnateur. Un encadrement et une protection sont offerts. » Il estime aussi que parler de cette situation dans les médias permettrait de rendre hommage aux victimes, « qui souffrent tous les jours dans le silence ».

## **Des actions concrètes**

Après six mois de mise en oeuvre du projet d'aide, les partenaires s'entendent pour dire que les premiers résultats sont satisfaisants. « À ce jour, plus de 2500 personnes ont pu bénéficier d'une prise en charge sanitaire », présente M. Kaldapa. Il explique qu'une stratégie de communication auprès des populations a dû être mise en place, afin de faire connaître les soins de santé offerts gratuitement grâce à L'Oeuvre Léger. Les enfants victimes de malnutrition, nombreux pendant cette crise, bénéficient de soins thérapeutiques. « Nous offrons aussi une formation aux mamans d'enfants de moins de cinq ans, pour leur expliquer comment améliorer la nutrition infantile », précise le coordonnateur.

L'un des aspects majeurs du projet est aussi l'accès à l'eau potable pour les populations. « La région du Sahel est aride et, en raison de l'afflux massif des réfugiés, il y avait par endroits des conflits autour des points d'eau », explique M. Kaldapa. Vingt forages sont prévus dans différents villages, dont seize sont déjà réalisés. À la fin de cet été, des formations sanitaires ont été données par des bénévoles, en vue d'améliorer les conditions d'hygiène et prévenir les épidémies de choléra. Le projet vise aussi l'amélioration des moyens d'existence des populations. Les partenaires aident les déplacés à se lancer dans des projets d'agriculture, d'élevage ou d'activités génératrices de revenus, comme l'artisanat ou la création de commerce.

« C'est un projet multisectoriel, qui touche à plusieurs thématiques, commente Mme Boulet Gauthier. Par exemple, nous n'intervenons pas uniquement dans le domaine de la santé, car si nous proposons des activités sur la malnutrition aiguë sévère, mais que les familles ne peuvent pas se nourrir, on ne sortira jamais du cycle de malnutrition. » Elle explique par ailleurs que L'Oeuvre Léger attend le retour d'Affaires mondiales Canada pour le prolongement d'une année de cette mission d'aide, initialement prévue jusqu'en mars 2017.